

États-Unis, le pays du carnage

Laurence Nardon

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/2 Été**, PAGES 39 À 43

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301055

DOI 10.3917/pe.202.0039

Date de mise en ligne : 04/06/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-2-page-39?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 39 dossier

TRUMP, ET APRÈS ?



États-Unis, le pays du carnage

Dans son discours d'investiture du 20 janvier 2017, le nouveau président Donald Trump avait employé le terme de « carnage » pour évoquer la situation des États-Unis : un pays qu'il estimait ruiné par l'égoïsme des élites.

Ainsi, des régions entières avaient été désindustrialisées à la suite d'accords de libre-échange qui avaient permis aux grandes entreprises de délocaliser leurs usines. Le texte du discours, très sombre, avait été rédigé par Stephen Miller – l'un des rares collaborateurs du président à être encore présent à la Maison-Blanche en 2020. Idéologue populiste de droite, il y évoquait « des usines délabrées [...] éparpillées comme des pierres tombales dans le paysage de notre nation ». Victimes principales de ce carnage, les cols bleus, classes moyennes peu diplômées, se retrouvaient au chômage, en proie à une épidémie de surdoses d'opioïdes et à une criminalité liée à la drogue et aux gangs. Ce dernier point permettait au président d'embrayer sur la question de l'immigration venue du sud du pays.

Trump et Miller décrivaient un pays où la mobilité sociale, pourtant promesse essentielle des Pères fondateurs, serait devenue un leurre. Dans les faits, le grand mouvement d'égalisation des conditions intervenu entre les années 1930 (avec le New Deal) et les années 1960 (avec les réformes du président Johnson) a bien été effacé : en 2008, le niveau des inégalités sociales est redevenu égal à celui de 1929. Plusieurs éléments étaient en cause ; du recul des politiques publiques de redistribution à partir des années 1980 au prix exorbitant des études supérieures, qui permet la captation des opportunités d'ascension sociale par les enfants des élites.

Les chercheurs Angus Deaton et Anne Case ont été les premiers à pointer et analyser une hausse significative du taux de mortalité chez les Américains blancs entre 45 et 54 ans, provoquée par l'alcoolisme, la drogue et le suicide. Ils attribuent ce phénomène des « morts de désespoir » à l'angoisse de ces populations devant la perte de statut social et de perspectives de progression économique¹.

1. A. Case et A. Deaton, *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 2020.

Portée par Donald Trump dans la campagne de 2016, cette peinture très négative était également partagée par la gauche du Parti démocrate, pour laquelle la prise de conscience d'un système devenu structurellement inégalitaire datait de la crise de 2008. Le mouvement *Occupy Wall Street* de 2011 avait vu des manifestants plutôt jeunes et diplômés développer des propositions de réformes radicales, qui furent relayées par Elizabeth Warren et Bernie Sanders. Ce dernier se mua en un adversaire redoutable pour Hillary Clinton lors de la primaire démocrate de 2016. Si beaucoup de leurs solutions diffèrent, par exemple sur le contrôle des institutions financières, Trump et la gauche radicale s'accordent néanmoins sur la nécessité de mettre des limites au principe du libre-échange.

Un président rédempteur ?

À l'été 2020, quel bilan peut-on tirer de la politique menée par l'administration Trump ? A-t-elle effectivement bénéficié à ces électeurs issus des classes moyennes ? Les usines sont-elles vraiment revenues dans la *rust belt* ? Les mines de charbon des Appalaches ont-elles réellement rouvert² ? Si le président est peut-être sincère lorsqu'il s'engage à défendre les foyers modestes, il est également très proche des élites économiques et financières dont les intérêts sont aux antipodes de ceux du « peuple ». La grande réforme fiscale votée en décembre 2017 est un bon exemple de ces contradictions. Elle comprend quelques mesures favorables aux classes moyennes, qui ont été mises en avant à l'époque, mais sur le long terme la loi profite plutôt aux grandes entreprises.

Au-delà du bilan économique, bouleversé en fin de mandat par la crise du COVID-19, ce sont pourtant des facteurs d'ordre psychologique qui fidélisent les électeurs populistes du président. Ce dernier, en effet, a promis de les venger de la trahison et des humiliations dont ils se considéraient victimes depuis les années 1980. Chacune de ses déclarations outrancières, par son caractère antisystème et anti-élites, apporte une nouvelle preuve de sa loyauté à leur égard. Plus concrètement, le président a également élevé la crise des opioïdes au rang d'« urgence sanitaire nationale » en octobre 2017.

Pour le reste, alors que l'épidémie de coronavirus frappe de plein fouet les États-Unis, deux secteurs sont particulièrement symboliques des dysfonctionnements du pays, et de la nécessité d'y remédier rapidement.

2. Pour un bilan économique de l'administration Trump, voir l'article de Patrick Lenain dans ce numéro.

Une générosité soudaine en termes de santé

Il n'existe pas aux États-Unis de système de santé public universel. Les systèmes publics Medicare et Medicaid sont réservés respectivement aux personnes âgées et aux plus pauvres. Les autres Américains doivent souscrire des contrats avec des assurances privées. Or ces dernières pratiquent des tarifs très élevés, à l'instar des entreprises pharmaceutiques (pour les médicaments), des médecins et des hôpitaux. Même si la mise en place du *Affordable Care Act* (Obamacare), à partir de 2009, a permis des progrès sur certains points, elle n'a pas réussi à faire baisser ces coûts.

La pandémie du coronavirus révèle la dangerosité d'un système aussi onéreux. En effet, beaucoup d'habitants ont hésité à consulter un médecin, ou à se rendre à l'hôpital, lorsqu'ils ont ressenti des symptômes de la maladie. Lorsque le premier décès a été recensé, le 6 février en Californie, le virus était déjà largement répandu dans la population.

La gravité de la crise a poussé les élus du Congrès à adopter rapidement des mesures de plusieurs natures. Une première loi, le *Coronavirus Preparedness and Response Supplemental Appropriations Act*, adoptée le 6 mars, prévoit un budget de 8,3 milliards de dollars pour la recherche d'un vaccin ; la deuxième loi, le *Families First Coronavirus Response Act*, du 18 mars, alloue plus de 100 milliards pour un meilleur accès aux soins, avec notamment une gratuité des tests de dépistage du nouveau virus. La troisième loi, le *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (CARES), votée le 28 mars, vise à soutenir l'économie. Avec 2 000 milliards de dollars, c'est le plan le plus important jamais adopté par le gouvernement fédéral. L'importance des budgets engagés, et la rapidité du vote, sont la marque de décisions bipartisanes au Congrès, ce qui est tout à fait remarquable compte tenu de l'antagonisme très vif qui existe aujourd'hui entre Démocrates et Républicains. Ils ont, semble-t-il, oublié leurs différences pour faire face à la crise. Dans le reste du pays, les États fédérés, ainsi que les assurances et les employeurs, ont emboîté le pas en annonçant des mesures pour venir en aide à la population.

Ce sens du bien commun se traduira-t-il en une transformation durable du système de santé après la crise ? Beaucoup dépendra du résultat des élections présidentielles de novembre 2020. Jusqu'à présent, le candidat démocrate Joe Biden se bornait à proposer des améliorations du système existant, délimité par l'Obamacare. Seul en piste face à Trump après l'abandon de Bernie Sanders le 8 avril, il doit désormais s'efforcer d'attirer les électeurs venus de la gauche du Parti. Il pourrait donc reprendre à son compte certains éléments du projet *Medicare for all* développé par

Sanders, qui appelle à la mise en place d'un système de santé public et universel « à l'européenne ». Néanmoins, il faut craindre que les acteurs de la santé ne renâclent devant un tel bouleversement. Ils pourraient, au contraire, réclamer une hausse de leurs tarifs déjà exorbitants, pour « rentrer dans leurs frais » à l'issue de la crise. La réélection de Trump les arrangerait certainement sur ce point.

Une rénovation des infrastructures sera-t-elle enfin engagée ?

Depuis plusieurs décennies, l'entretien des infrastructures publiques du pays n'a plus été assuré, faute de budget. Dans son rapport de 2017, l'American Society of Civil Engineers (ASCE) considère « en mauvais état, voire dangereux » l'état des routes, des aéroports, des barrages hydro-électriques et du réseau électrique, des digues, des écoles, ainsi que la gestion de l'eau potable, des déchets toxiques et du traitement des eaux usées. La pire note est adjugée aux transports urbains, comme par exemple le métro de New York.

La volonté de rénover ces infrastructures ainsi que de développer le haut-débit figurait en bonne place dans le programme de Donald Trump en 2016. Après son élection, le président a régulièrement lancé projets de loi et discussions, mais sans succès jusqu'à présent. Si les Démocrates sont favorables à l'idée d'un grand plan de rénovation, les désaccords sont nombreux sur les méthodes de financement et de rétribution des investisseurs, et sur les priorités à choisir. Les Démocrates réclament par exemple la rénovation des canalisations d'eau potable dans des villes pauvres comme celle de Flint, dans le Michigan, où le réseau vétuste a entraîné depuis 2014 la contamination au plomb et à la légionellose d'une partie de la population. Mais un projet de ce type, si nécessaire soit-il, n'offre pas de perspectives de profit, et serait donc boudé par les investisseurs dans un programme tel que Trump l'a conçu. L'hostilité traditionnelle des Républicains à toute dépense publique a achevé de bloquer toute avancée.

Pourtant, à l'heure où l'économie américaine s'arrête pour cause de pandémie, l'idée d'un plan de rénovation des infrastructures qui fournirait de l'emploi aux Américains mis au chômage par le virus, sur le modèle des grands plans du New Deal, revient sur la table. Début avril, le président a ainsi appelé au vote d'une quatrième loi pour faire face au coronavirus, loi cette fois consacrée aux infrastructures. Le budget annoncé était équivalent à celui de la loi CARES, soit 2 000 milliards de dollars. Affaire à suivre.

Laurence Nardon,

Responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifri

